

Présidentielle : sortir des mâchoires du piège

Les trois raisons du refus.



Le remake de la grande quinzaine antifasciste de 2002 dépasse toutes les espérances. On pense bien sûr irrésistiblement à la fameuse citation de Marx sur le passage de la tragédie à la farce en Histoire, et l'on pourrait rire de la bouffonnerie si les enjeux n'étaient aussi graves. On ne reviendra pas sur les commentaires qui ont analysé ce premier tour en long et en large, si ce n'est pour dire que le seul vote qui avait vraiment du sens, était celui qui aurait permis de gripper la machine avec la présence de Jean-Luc Mélenchon au deuxième tour.

Malheureusement nous sommes quand même coincés entre les deux mâchoires du piège. Tous ceux qui ont intérêt à ce que surtout rien ne change et que se poursuive la mutation de la France en un länders de deuxième niveau sont passés en mode hystérique et nous donnent l'ordre de bien voter, à coup d'insultes, d'anathèmes, et pour les plus modérés d'injonctions comminatoires. Tout ceci est d'une violence assez stupéfiante et risque de laisser des traces cuisantes. En attendant les institutions de la République, déjà en partie démolies par la tragique présidence Hollande, risquent d'être définitivement mises à bas. Et chacun sait que le président qui sortira des urnes après des élections trafiquées n'aura pas la légitimité pour être celui de tous les Français et conduire le pays dans une période aussi difficile.

Et c'est la raison pour laquelle le refus de participer peu ou prou, à cette mascarade, d'accepter cet attentat contre la démocratie, de lui donner une quelconque légitimité est une position politique responsable. Et ce pour trois raisons.

⌘ D'abord, j'ai dit à plusieurs reprises dans ces colonnes que **je considérais que nous étions en présence d'un coup d'État**. Immédiatement traité de "complotiste", l'insulte qui permet d'éviter le débat, j'avais pourtant relevé une évidence, la grossière partialité de la partie médiatico-judiciaire de l'opération, qui a permis la disqualification de François Fillon.

Mais il y a pire, d'autres institutions ont abdiqué leurs missions de contrôle, et on a pu voir la campagne électorale se dérouler en dehors de toutes les règles prévues par la loi et la jurisprudence en la matière. La sincérité d'un scrutin est le moyen fondamental d'assurer la légitimité de l'élection.

Pendant qu'une justice peu soucieuse d'impartialité et de respect des règles s'acharnait sur le candidat LR, CSA, Commission des Comptes de Campagne, Conseil Constitutionnel, sont restés muets malgré les évidentes et grossières violations de la réglementation dans la campagne électorale d'Emmanuel Macron.

Le système médiatique, service public en tête, a soutenu cette candidature dans des proportions insensées, et dans des conditions manifestement illégales. Le deuxième tour Macron-Le Pen qui seul pouvait permettre l'avènement du *télévangéliste*, faisait bien sûr partie de l'opération. Lorsque l'on est confronté à une telle agression de l'appareil d'État contre un déroulement régulier de l'élection la plus importante de la Ve République, on s'y oppose et on refuse d'y participer.

C'est la première raison.

⌘ Ensuite, l'anti-fascisme de pacotille qui se déploie sans limite, à partir d'anachronismes idiots, d'assimilations abusives, et de mensonges éhontés est insupportable. Je combats le *Front National* depuis toujours, et je l'ai dit à plusieurs reprises. C'est une épicerie familiale dont la direction rassemble une partie de la fine fleur d'une extrême droite à tendance passablement fascisante. Mais ce n'est pas un parti de masse, il n'y a pas de troupes de nervis, de paramilitaires armés, pas de retraite aux flambeaux, pas d'autodafés, pas de grands rassemblements dans les stades, pas de meurtrières bagarres de rue, toutes choses que les fascismes européens pratiquaient avant leur prise de pouvoir. Il est l'équivalent de ces partis populistes d'extrême droite que l'on rencontre désormais dans beaucoup de pays de l'Union Européenne. Et il faut rappeler que l'avènement au pouvoir de régimes fascistes s'est toujours produit, dès lors que le grand capital et l'oligarchie l'avaient décidée. L'arrivée d'Hitler en est le plus bel exemple, et les dictatures d'Amérique latine installées, financée et conseillées par les États-Unis en sont autant d'autres. Pour l'instant les dominants ont choisi Macron. Alors prétendre que Marine Le Pen élue Présidente de la République procéderait à une *nazification* de la France en six mois, c'est de la propagande.

J'ai toujours combattu le vrai fascisme, que j'ai connu en Espagne avec le franquisme finissant, et en Grèce avec la dictature des colonels, et surtout en Amérique latine. Je n'ai aucune, mais vraiment aucune, leçon à recevoir de quiconque sur ce terrain.

C'est la deuxième raison.

⌘ Il y a enfin la gravité de ce qui vient de se produire. Il y a désormais une véritable convergence dans les analyses des fractures françaises et sur le retour de la lutte des classes. France des riches, des privilégiés, des enfants gâtés de la mondialisation, la France d'en haut, contre celle des pauvres, des chômeurs, des déclassés, des invisibles.

Le problème est que ceux qui profitent de la mondialisation financière et libérale veulent absolument continuer. Et sont prêts à tout pour le faire. Y compris et surtout, comme le démontre le fonctionnement de leur chère UE, en mettant en cause la démocratie représentative. Ils rêvent d'une démocratie sans le "démos" et les attaques systématiques des idéologues du mainstream contre le principe même du suffrage universel à chaque référendum ou élection perdue **ne sont pas des paroles en l'air**. Le mépris d'un peuple qui proteste et s'exprime, s'est transformé aujourd'hui en haine. Emmanuel Macron, n'est pas en reste qui qualifie les électeurs de Marine Le Pen et de Jean-Luc Mélenchon "d'assaillants", et les qualifie d'ennemis:

"ce sont eux nos vrais ennemis, puissants, organisés, habiles, déterminés. Vous les croisez dans les rues dans les campagnes, sur la toile, bien souvent masqué, aussi haineux que lâches".

Penchons-nous un peu sur le stupéfiant accouchement du *télévangéliste*. Des hommes de l'ombre sont passés au clair-obscur, et on a vu une couche particulière diriger la manœuvre du début à la fin.

L'opération ne nécessitait pas de cabinet noir, simplement l'existence de réseaux qui ont permis de relier naturellement un certain nombre de choses. Dans son fameux discours du Caire que je cite souvent de Gaulle dressait la liste de ceux qui avaient mis à bas la IIIe République en 1940 :

"Une clique de politiciens tarés, d'affairistes sans honneur, de fonctionnaires arrivistes et de mauvais généraux".

Pour les politiciens tarés, pas de problème, ils sont en rangs serrés derrière le *télévangéliste*, les affairistes sans honneur, sont là aussi, tenant le porte-monnaie ouvert. Pas question pour l'instant de mauvais généraux, ceux qui nous intéressent sont les fonctionnaires arrivistes. Le système pervers du fonctionnement de la haute fonction publique d'État, fait qu'aujourd'hui celui-ci est confisqué par une caste qui a fini de prendre ses aises sans coup férir pendant le mandat Hollande. Nous avons Jean-Pierre Jouyet qui surplombe l'ensemble c'est lui qui a recruté Emmanuel Macron. L'inspection des finances, les grands corps, ceux qui dirigent les grandes institutions et tous ces *pantoufleurs* qui dans des soigneux jeux de chaises musicales, se gavent en profitant du capitalisme de connivence. Car ce qui les lie est certes l'attrait du pouvoir, mais aussi et surtout l'argent.

La politique étrangère de la France, aujourd'hui toute de vassalité, a été confisquée par un groupe de hauts fonctionnaires néo-conservateurs. Le *Conseil d'État* est sous contrôle, idem pour le CSA, le *Conseil Constitutionnel*, et la *Commission Nationale du Financement de la Vie Politique*, jusqu'au service public de radiotélévision, tous dirigés par des amis de la caste.

L'appareil judiciaire est beaucoup moins maniable, l'ENM n'est pas l'ENA. Alors on a créé des juridictions d'exception comme le pôle financier flanqué du PNF, **au recrutement soigneux** et qui se sont révélées bien utiles. Il n'est pas nécessaire de dresser une liste, les noms viennent à l'esprit de chacun. Ce sont eux qui sont à la manœuvre, les politiques de troisième ordre nommés ministres ne sont là que pour les inaugurations et ne disposent d'aucune autorité sur les services.

Cette confiscation a donc permis la création complètement artificielle d'un probable futur Président de la République choisi par cette caste, à l'aide d'une opération frauduleuse. Le quinquennat Hollande a été celui de la mise en place de dispositifs clairement liberticides que Macron développera, puisqu'il l'a annoncé. Ce qui amène d'ailleurs aujourd'hui certains socialistes à en faire un argument.

*"Vous vous rendez compte si ces pouvoirs arrivaient entre les mains de Marine Le Pen !"
Sans blague !*

Aude Lancelin avait dénoncé un "*coup d'État médiatique*", par lequel le CAC 40 aurait choisi un candidat directement issu de ses rangs. Je ne partage pas cette analyse qui n'est que partielle, l'opération a plusieurs facettes, et le grand capital s'est rangé au choix de la "*noblesse d'État*" après avoir plutôt penché dans un premier temps pour Alain Juppé. Tout ceci est inquiétant pour la société française, que l'on veut brutalement amener dans une direction qu'elle refuse pourtant majoritairement. Il ne faut pas laisser à cette opération qui constituerait un précédent mortifère pour la République, ne serait-ce qu'une parcelle de légitimité. Et entre les deux mâchoires du piège, celle de Macron est probablement à terme, la plus dangereuse pour la France.

C'est la troisième raison.

Le 7 mai, ce sera donc sans moi.